

Syndicat d'intérêts locaux de Gasperich
a.s.b.l.
29, rue Benjamin Franklin
L – 1540 L u x e m b o u r g

Réf.: 82/2012/10 CH
prière de rappeler dans toute correspondance

Luxembourg, le 11 mars 2013

***Recommandée contre
accusé de réception***

Madame,
Monsieur,

Je me permets de revenir par la présente à votre courrier du 19 novembre 2012 par lequel vous avez formulé une objection contre la décision du conseil communal du 8 octobre 2012 en rapport avec une modification de la partie graphique du plan d'aménagement général pour un ensemble des terrains sis aux abords de la rue d'Alsace et inscrit au cadastre sous les numéros 499/7355, 4997356 et 534/7896 de la section HoA de Hollerich en vue de son reclassement comme « terrain réservé aux édifices et installations d'intérêt public avec leurs équipements et infrastructures nécessaires »,

pour vous communiquer, en application de l'article 15 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, copie de la délibération du conseil communal du 4 mars 2013, aux termes de laquelle il a approuvé la modification de la partie graphique du plan d'aménagement général pour un ensemble de terrains sis aux abords de la rue d'Alsace, inscrit au cadastre sous les numéros 499/7355, 4997356 et 534/7896 de la section HoA de Hollerich, en reclassant les parcelles visées, d'une surface de quelques 46 ares, comme « terrain réservé aux édifices et installations d'intérêt public avec leurs équipements et infrastructures nécessaires ».

Dans le cadre de cette approbation, le conseil communal a décidé de suivre une recommandation formulée par la commission d'aménagement et de compléter le point a) de l'article F.1 de la partie écrite du plan d'aménagement général par un ajout pour inclure, dans l'énumération des édifices et installations d'intérêt public visés par cet article, les « structures d'accueil à caractère social ».

La délibération du conseil communal est affichée **pendant 15 jours complets, à partir du 11 mars 2013**, à la maison communale où le public pourra en prendre connaissance.

Les réclamations contre le vote du conseil communal doivent être adressées à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région dans les délais et sous la forme prévue par l'article 16 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Cet article se libelle comme suit :

Les réclamations contre le vote du conseil communal introduites par les personnes ayant réclamé contre le projet d'aménagement général conformément à l'article 13 doivent être adressées au ministre dans les quinze jours suivant la notification prévue à l'article qui précède, sous peine de forclusion.

Les réclamations dirigées contre les modifications apportées au projet par le conseil communal doivent être adressées au ministre dans les quinze jours de l'affichage prévu à l'article qui précède sous peine de forclusion.

Sont recevables les réclamations des personnes ayant introduit leurs observations et objections conformément à l'article 13 et les réclamations dirigées contre les modifications apportées au projet par le conseil communal lors du vote.

Vous disposez dès lors d'un délai de quinze jours à partir de la présente notification pour présenter votre réclamation entre les mains de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Bourgmestre,



Réf.: 82/2012/10

Extrait du registre aux délibérations
du conseil communal

Séance publique du 4 mars 2013
Point de l'ordre du jour 5 - Objet: Urbanisme

Le conseil communal,

Présents: M. Bettel, bourgmestre-président; M. Bausch, Mmes Polfer, Beissel, Loschetter, Mart, échevins;
M. Mosar, Mmes Kriepps, Mergen, Wiseler-Lima, Bartolozzi, MM. Drews, Prost, Goldschmidt, Mme Konsbruck, MM. Bauer, Wirtz, Mmes Tanson, Fayot, MM. Kriepps, Wagner, Turpel, Mme Goergen, conseillers; (23)
Mme Rix, secrétaire ;

Excusés: Mme Als, MM. Back, Radoux, conseillers; (3)

Avait quitté la séance : M. Angel, conseiller ;

Considérant que par sa décision du 8 octobre 2012, le conseil communal s'est déclaré d'accord avec une modification de la partie graphique du plan d'aménagement général pour un ensemble de terrains sis aux abords de la rue d'Alsace et inscrit au cadastre sous les numéros 499/7355, 4997356 et 534/7896 de la section HoA de Hollerich, actuellement classé comme « terrain à étude – ensemble à restructurer », régi par les dispositions des articles F.2 et F.2.a) de la partie écrite du PAG ;

Considérant que cette modification prévoit le reclassement des parcelles visées, d'une surface de quelques 46 ares, comme « terrain réservé aux édifices et installations d'intérêt public avec leurs équipements et infrastructures nécessaires » en vue de permettre la réalisation, par les soins de l'Etat, d'un foyer d'urgence pour toxicomanes aux abords de la rue d'Alsace, sachant que les terrains réservés concernent «certaines parties du territoire destinées à recevoir des bâtiments et des équipements publics réservés aux activités d'utilité publique ou d'intérêt général» et sont régis par les dispositions de l'article F.1 de la partie écrite du plan d'aménagement général ;

Considérant que par son courrier du 28 août 2012, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a informé la Ville que le dossier n'est pas soumis à l'obligation d'une évaluation environnementale ;

Considérant que dans le cadre de la procédure d'approbation, qui se fait suivant la procédure retenue par le chapitre 3 – procédure d'adoption du plan d'aménagement général – de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, telle que modifiée par la loi du 28 juillet 2011, la proposition de modification a été déposée pendant 30 jours complets, à partir du 22 octobre 2012, à la maison communale où le public a pu en prendre connaissance ; que cet affichage a été publié en date du 22 octobre 2012 dans

quatre quotidiens publiés et imprimés au Grand-Duché de Luxembourg ; qu'un résumé de la proposition de modification a été mis à la disposition du public sur le site électronique <http://pag.vdl.lu> ;

Considérant qu'une réunion d'information avec la population a été tenue par le collège des bourgmestre et échevins, à l'Hôtel de Ville, place Guillaume II, en date du 30 octobre 2012, ceci en application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Considérant que suivant l'article 13 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, les observations et objections contre la modification proposée ont dû être présentées par écrit au collège des bourgmestre et échevins, dans un délai de trente jours de ladite publication du dépôt de la proposition de modification, ceci sous peine de forclusion ;

Considérant que dans ce délai de trente jours, deux objections ont été introduites, l'une, en date du 19 novembre 2012, par le Syndicat d'intérêts locaux de Gasperich a.s.b.l. et l'autre, en date du 21 novembre 2012, par la société Paul Wurth S.A. ;

Considérant que conformément à l'article 13 de la loi modifiée du 19 juillet 2001 précitée, les réclamants ont été entendus par le collège des bourgmestre et échevins en vue de l'aplanissement des difficultés résultant de leurs objections, ceci dans le cadre d'une réunion qui s'est tenue en date du 22 février 2013 ;

Considérant qu'à cette occasion le Syndicat d'intérêts locaux de Gasperich a.s.b.l. a fait état qu'une analyse du rapport du groupe de travail se composant de représentants de la Ville, du Ministère de la Santé et du Département des Travaux Publics et établi dans le cadre de la détermination du site pour le foyer d'urgence pour toxicomanes (Fixerstuff), fait ressortir clairement que le site en discussion à Bonnevoie devrait l'emporter sur le site projeté aux abords de la rue d'Alsace ; qu'ils demandent dès lors que le foyer pour toxicomanes soit implanté à Bonnevoie, ceci dans le respect des conclusions du rapport précité ;

Considérant que de son côté, la société Paul Wurth S.A. a soulevé qu'à part les contestations textuelles, il y a le problème de la sécurité tant du personnel de Paul Wurth S.A. que de ses visiteurs ainsi que celui de la non-conformité du reclassement projeté par rapport au plan directeur « Luxembourg-Central » ; qu'en même temps, la société regrette qu'il n'y ait pas eu de réaction quant aux offres formulées par elle et visant la mise à disposition de sites alternatifs, faisant partie de son patrimoine immobilier, soit pour le foyer d'urgence pour toxicomanes soit pour le futur Lycée pour les Professions de Santé, qui est prévu sur le site occupé actuellement par la structure Abrigado ;

Considérant que par courrier recommandé du 17 octobre 2012, le collège échevinal a soumis la décision du conseil communal à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région pour la faire aviser par la commission d'aménagement, ceci en application de l'article 11 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Considérant que cette commission, par un avis pris dans sa séance du 7 novembre 2012, référence 26C/029/2012, et formulé dans un courrier daté au 13 décembre 2012, entré au secrétariat général le 24 décembre 2012, a soutenu la proposition de reclassement en discussion alors qu'elle estime indispensable de créer des structures d'accueil pour personnes toxicodépendantes ; qu'elle a toutefois invité la Ville à compléter l'article F.1 de la partie

écrite du plan d'aménagement général en y inscrivant, sous le point a), les structures d'accueil de ce genre, ceci afin d'exclure tout flou juridique ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et à l'unanimité des membres présents,

a p p r o u v e la modification de la partie graphique du plan d'aménagement général pour un ensemble de terrains sis aux abords de la rue d'Alsace et inscrit au cadastre sous les numéros 499/7355, 4997356 et 534/7896 de la section HoA de Hollerich

en reclassant les parcelles visées, d'une surface de quelques 46 ares, comme « terrain réservé aux édifices et installations d'intérêt public avec leurs équipements et infrastructures nécessaires » ;

r e t i e n t que cette modification est exposée dans un mémoire explicatif portant la date de septembre 2012 et renseignant sur l'étude préparatoire et contenant un rapport de présentation et qu'elle est documentée sur un extrait du plan d'aménagement général à l'échelle de 1 : 5.000, portant la date de septembre 2012 ;

d é c i d e de suivre la recommandation de la commission d'aménagement et de compléter le point a) de l'article F.1 de la partie écrite du plan d'aménagement général par un ajout pour inclure, dans l'énumération des édifices et installations d'intérêt public visés par cet article, les « structures d'accueil à caractère social », l'article F.1 de la partie écrite du PAG se libellant dès lors comme suit :

F.1 Les terrains réservés

Certaines parties du territoire sont destinées à recevoir des bâtiments et des équipements publics réservés aux activités d'utilité publique ou d'intérêt général.

Ces parties sont appelées :

- a) terrains réservés aux édifices et installations d'intérêt public avec leurs équipements et infrastructures nécessaires (bâtiments et administrations publics, établissements scolaires, églises, écoles, théâtres, halles polyvalentes, centres pour activités culturelles et sportives, structures d'accueil à caractère social, parkings publics et de quartier) représentés dans la partie graphique par la couleur bleu clair ;
- b) terrains réservés aux installations sportives et de récréation en plein air avec leurs équipements et infrastructures nécessaires, représentés dans la partie graphique par la couleur vert bleuâtre ;
- c) terrains réservés aux constructions hospitalières ainsi qu'aux maisons d'accueil et de soins, avec leurs équipements et infrastructures nécessaires, représentés dans la partie graphique par une croix rouge sur fond blanc ;

- d) terrains réservés à l'aménagement de cimetières avec leurs équipements et infrastructures nécessaires, représentés dans la partie graphique par des croix sur fond gris ;
- e) terrains réservés aux voies et installations des chemins de fer, représentés dans la partie graphique par la couleur anthracite ;
- f) terrains réservés aux constructions à destination particulière, entourés dans la partie graphique d'un liséré pointillé fin ;
- g) terrains réservés à destination particulière « édifices et installations d'intérêt national avec leurs infrastructures nécessaires », représentés dans la partie graphique par des hachures bleues et blanches ;
- h) terrains réservés à destination particulière « zone mixte du plateau de Kirchberg », représentés dans la partie graphique par des hachures orange foncé et blanches ;

Les constructions y admises doivent s'intégrer de façon harmonieuse dans le tissu urbain qui les environne.

La présentation d'une maquette volumétrique à l'échelle de 1 : 500, ou selon besoins à l'échelle de 1 : 200 peut être exigée. Cette maquette devra renseigner également sur les parcelles adjacentes.

Le règlement sur les bâtisses déterminera le nombre des emplacements de stationnement.

d é c i d e d'apporter cette modification également au règlement sur les bâtisses du 16 juin 1967 tel qu'il a été complété et modifié par la suite alors que le règlement sur les bâtisses doit, en vertu de l'économie adoptée lors de sa promulgation, contenir la reproduction des dispositions correspondantes de la partie écrite du plan d'aménagement général ;

r e t i e n t que l'article F.1 du règlement sur les bâtisses se libellera dès lors comme suit :

F.1 Les terrains réservés

Certaines parties du territoire sont destinées à recevoir des bâtiments et des équipements publics réservés aux activités d'utilité publique ou d'intérêt général.

Ces parties sont appelées :

- i) terrains réservés aux édifices et installations d'intérêt public avec leurs équipements et infrastructures nécessaires (bâtiments et administrations publics, établissements scolaires, églises, écoles, théâtres, halles polyvalentes, centres pour activités culturelles et sportives, structures d'accueil à caractère social, parkings publics et de quartier);
- j) terrains réservés aux installations sportives et de récréation en plein air avec leurs équipements et infrastructures nécessaires ;

- k) terrains réservés aux constructions hospitalières ainsi qu'aux maisons d'accueil et de soins, avec leurs équipements et infrastructures nécessaires ;
- l) terrains réservés à l'aménagement de cimetières avec leurs équipements et infrastructures nécessaires ;
- m) terrains réservés aux voies et installations des chemins de fer ;
- n) terrains réservés aux constructions à destination particulière ;
- o) terrains réservés à destination particulière « édifices et installations d'intérêt national avec leurs infrastructures nécessaires ;
- p) terrains réservés à destination particulière « zone mixte du plateau de Kirchberg ;

Les constructions y admises doivent s'intégrer de façon harmonieuse dans le tissu urbain qui les environne.

La présentation d'une maquette volumétrique à l'échelle de 1 : 500, ou selon besoins à l'échelle de 1 : 200 peut être exigée. Cette maquette devra renseigner également sur les parcelles adjacentes.

Le présent règlement déterminera le nombre des emplacements de stationnement.

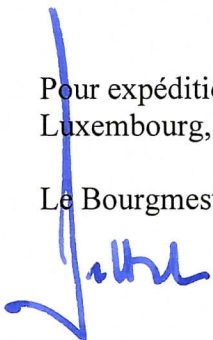
...

La présente délibération est transmise à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région pour approbation.

Le conseil communal,
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme,
Luxembourg, le 5 mars 2013

Le Bourgmestre,



Le Secrétaire général,

